

ACTION URGENTE

PLUSIEURS CENTAINES DE PERSONNES BLOQUEES A LA FRONTIERE AVEC LES ÉTATS-UNIS SONT EN DANGER

Plusieurs centaines de Haïtiens, d'Africains et de Mexicains déplacés à l'intérieur de leur pays sont bloqués dans les villes de Tijuana et de Mexicali, beaucoup étant dans l'attente de rendez-vous avec le service américain des douanes et de la protection des frontières de l'autre côté de la frontière. Beaucoup se trouvent dans une situation très précaire, sans abri convenable, sans sécurité et sans soutien psychologique. Certains d'entre eux, de même que des ressortissants du Salvador, du Guatemala et du Honduras, risquent d'être expulsés et de se retrouver en danger, si le système d'examen des demandes d'asile n'est pas amélioré.

En 2016, un nombre sans précédent de Haïtiens sont arrivés au Mexique, beaucoup d'entre eux venant du Brésil, où ils avaient travaillé de façon temporaire après avoir quitté leur pays à la suite du séisme de 2010, et récemment en raison de l'ouragan Matthew qui a fait plusieurs centaines de morts selon l'ONU et qui a dévasté le sud d'Haïti. Le 22 septembre, le département américain de la Sécurité intérieure a mis fin à la libération conditionnelle pour raisons humanitaires accordée à des Haïtiens à la suite du séisme de 2010 et annoncé la reprise des renvois habituels, ce qui a poussé les Haïtiens à se précipiter à la frontière américano-mexicaine avant la reprise des expulsions. En raison de cet afflux, les structures d'accueil pour migrants à Tijuana et à Mexicali, qui étaient déjà totalement occupées notamment par des Mexicains déplacés et des ressortissants de pays d'Amérique centrale fuyant la violence, ont été surchargées.

Le ministère mexicain de l'Intérieur a également signalé récemment une augmentation soudaine des arrivées de personnes venant d'Afrique, y compris de pays en proie à une guerre tels que le Congo et la Somalie. Les Haïtiens qui se trouvent à Tijuana et à Mexicali sont parfois pris pour des Africains. De plus, les personnes fuyant la violence et susceptibles de demander l'asile venant du Salvador, du Honduras et du Guatemala risquent de voir négligé leur besoin de protection internationale. Des Mexicains déplacés qui ont indiqué à des défenseurs des droits des migrants qu'ils fuyaient les violences commises dans les États de Michoacán et de Guerrero se trouvent toujours dans des abris de fortune situés non loin de la frontière et ont parfois dit avoir été harcelés par la police locale.

Les autorités mexicaines n'ont pas fait le nécessaire pour que des procédures appropriées d'examen des demandes soient mises en place, notamment pour repérer les éventuels besoins de protection internationale. Alors qu'un grand nombre de Haïtiens souhaitent entrer aux États-Unis, comme le service mexicain en charge des demandes d'asile (Comisión Mexicana de Ayuda a Refugiados, COMAR) ne dispose pas d'une présence sur place, les cas de plusieurs centaines de personnes ne peuvent pas être convenablement examinés et triés. Certaines de ces personnes remplissent peut-être les conditions requises pour obtenir le statut de réfugié au Mexique. Il est nécessaire que les autorités mexicaines collaborent avec les autorités américaines pour assurer une détection efficace.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en espagnol ou dans votre propre langue :

- Demandez aux autorités mexicaines d'améliorer d'urgence et sensiblement les conditions d'accueil afin que les migrants et les éventuels demandeurs d'asile aient accès à des lits, de la nourriture, un soutien psychologique et soient en sécurité ;
- demandez que les enfants, les adolescents et les femmes sans abri bénéficient d'une attention particulière ;
- demandez aux autorités mexicaines de déployer sur place des agents de la COMAR afin qu'ils puissent correctement identifier les migrants répondant aux conditions nécessaires pour bénéficier d'une protection internationale, en garantissant une étroite collaboration avec les autorités des États-Unis et en veillant de façon prioritaire au respect des droits humains et des principes relatifs au regroupement familial.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 21 NOVEMBRE 2016 À :

Ministre de l'Intérieur

Miguel Ángel Osorio Chong
Secretaría de Gobernación
Bucareli 99, Col. Juárez, Del.
Cuauhtémoc, C.P. 06500
Ciudad de México, Mexique
Courriel : secretario@segob.gob.mx
Twitter : @osoriochong

**Formule d'appel : Señor Secretario, /
Monsieur le Ministre,**

Governor of Baja California State

Francisco Arturo Vega de Lamadrid
Edificio del Poder Ejecutivo, 3er. Piso
Calzada Independencia 994, Centro
Cívico, C.P. 21000
Mexicali, Baja California, Mexique
Courriel : gobernador@baja.gob.mx
Twitter : @KIKOVEGA

**Formule d'appel : Sr Gobernador, /
Monsieur le Gouverneur,**

Copies à :

Mexico Team, Amnesty International
Luz Saviñon 519
Colonia Del Valle, Delegación Benito
Juárez, C.P. 03100
Ciudad de México, Mexique
Email: mexteam@amnesty.org

Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques du Mexique dans votre pays. Insérez les adresses ci-dessous :

Name, Address 1, Address 2, Address 3, Fax number.

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



ACTION URGENTE

PLUSIEURS CENTAINES DE PERSONNES BLOQUEES A LA FRONTIERE AVEC LES ÉTATS-UNIS SONT EN DANGER

COMPLÉMENT D'INFORMATION

Selon les déclarations et les estimations des autorités mexicaines, plus de 400 000 migrants en situation irrégulière traversent la frontière sud du Mexique chaque année. Ils viennent majoritairement du Honduras, du Salvador et du Guatemala, de plus en plus en raison des violences commises dans ces pays. En 2015, le ministère de l'Intérieur a annoncé que 198 141 « migrants en situation irrégulière » avaient été arrêtés et incarcérés par les services de l'immigration mexicains, soit une augmentation de plus de 50 % par rapport à 2014. Le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) et de nombreuses organisations de la société civile ont demandé une intervention urgente en ce qui concerne les personnes qui fuient les violences en Amérique centrale et ont besoin d'une protection internationale. La grande majorité de ces personnes étaient originaires d'Amérique centrale, et 98 % de celles qui étaient détenues par les autorités mexicaines ont été renvoyés dans leur pays d'origine en 2015.

Par ailleurs, en 2016 on a enregistré une nette augmentation du nombre de personnes venant d'autres continents comme l'Asie et l'Afrique, et récemment de Haïtiens venant d'Amérique du Sud et remontant vers le nord, à l'issue leur contrat de travail temporaire lié aux Jeux olympiques de Rio de 2016. Le 22 septembre, le département américain de la Sécurité intérieure a mis fin à la libération conditionnelle pour raisons humanitaires accordée à des Haïtiens à la suite du séisme de 2010 et annoncé la reprise des renvois habituels, ce qui a poussé les Haïtiens à se précipiter à la frontière américano-mexicaine avant la reprise des expulsions. En raison de cet afflux, les structures d'accueil pour migrants à Tijuana et à Mexicali, qui étaient déjà totalement occupées notamment par des Mexicains déplacés et des ressortissants des pays du « triangle Nord » en Amérique centrale (Honduras, Salvador et Guatemala) fuyant la violence, ont été surchargées. Selon la Commission nationale des droits humains (Comisión Nacional de Derechos Humanos, CNDH), entre 280 et 300 personnes arrivent chaque jour à Tijuana et à Mexicali, et selon les centres d'accueil pour migrants, la plupart de ces personnes sont haïtiennes. De plus, le ministère haïtien de l'Intérieur a enregistré 7 366 personnes venant d'Afrique qui se sont présentées d'elles-mêmes aux services de l'immigration, entre janvier et août 2016, ce chiffre étant trois fois supérieur à celui enregistré en 2015. Parmi ces personnes arrivées en 2016, 5 216 ont été enregistrées en tant que ressortissants congolais. De nombreux Haïtiens se sont présentés aux autorités comme étant des Congolais, car ils craignaient d'être expulsés s'ils disaient venir d'Haïti.

Selon les centres d'accueil pour migrants sur le terrain et la CNDH, les enfants et les adolescents migrants sont tout particulièrement en danger, car des centaines de personnes dorment dans la rue, dans des abris de fortune ou dans l'entrée des centres d'accueil. Une grande partie des hébergements sont fournis par des associations de la société civile. En novembre et décembre, du fait de la baisse des températures, de nombreuses personnes vont se retrouver dans une situation encore plus difficile. Ces personnes bénéficient rarement d'un soutien psychologique, et malgré les patrouilles de police qui ont été organisées pour ceux qui dorment dans la rue, elles restent dans une situation extrêmement précaire. Beaucoup dorment à proximité d'une cuisine communautaire à Tijuana, où les autorités mexicaines distribuent chaque jour à 50 personnes des tickets permettant d'obtenir un rendez-vous de l'autre côté de la frontière avec le service américain des douanes et de la protection des frontières. Les personnes bloquées attendent actuellement un rendez-vous pour mi-novembre au plus tôt.

Même si un grand nombre des Haïtiens qui traversent le Mexique et se dirigent vers les États-Unis ne peuvent peut-être pas obtenir le statut de réfugiés aux termes de la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés, le haut-commissaire aux droits de l'homme de l'ONU a reconnu que, dans certains cas, les personnes touchées par une catastrophe naturelle peuvent avoir besoin d'une protection internationale, et qu'il s'agit là d'une question complexe au regard du droit international. Pour assurer la protection des réfugiés, il est notamment essentiel de garantir un examen approprié des flux complexes de migrants.

L'article 2 de la loi mexicaine sur la migration prévoit que les droits humains des migrants doivent être strictement respectés, quels que soient leur nationalité et leur statut migratoire.

Noms : Des centaines de Haïtiens et d'Africains déplacés, de Mexicains déplacés à l'intérieur de leur pays, ainsi que des ressortissants de pays d'Amérique centrale fuyant la violence au Salvador, au Honduras et au Guatemala, dans les villes mexicaines de Tijuana et de Mexicali.
Hommes et femmes

